

**QUI FERA LE PARIS DE DEMAIN ?**

(Page 4)

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

N° 246. — 26 JUIN 1965

## **ALGERIE : LES CHEFS MILITAIRES AU POUVOIR, MAIS LE PEUPLE VEUT POURSUIVRE LA REVOLUTION**

PAGE

5



(Photo Kagan)

MARSEILLE

Pour un candidat unique de la gauche

Une réunion s'est tenue récemment, à Marseille, avec la participation de Georges Lazzarino, secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône, pour le parti communiste français; Marcel Leforestier, secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône, pour le parti socialiste unifié; Daniel Matalon, secrétaire fédéral des Bouches-du-Rhône, pour le regroupement des socialistes et démocrates de gauche; des responsables de ces partis; des syndicalistes, des personnalités et des élus.

A l'issue de cette réunion, la résolution suivante a été adoptée et rendue publique :

« Ayant analysé les résultats désastreux de la politique gaulliste, les graves atteintes portées à la démocratie et le désir de changement qui anime la population laborieuse de notre pays.

« D'accord pour considérer que l'opération « Fédération démocrate socialiste » de Gaston Defferre est une manœuvre de division des forces de gauche, favorable au gaullisme et, dans l'avenir, une solution de rachat des forces réactionnaires et conservatrices.

« Les représentants fédéraux du parti communiste français, du parti socialiste unifié et du regroupement des socialistes et démocrates de gauche se sont réunis avec des personnalités républicaines.

« Ils ont étudié la possibilité de présenter, en commun pour les prochaines élections présidentielles, une candidature unique qui pourra rallier sur un nom tous les suffrages des électeurs de gauche sur la base d'un programme minimum commun, clair et précis.

« Ils ont affirmé leur volonté de tout mettre en œuvre pour la réalisation, sur le plan national, d'un accord allant dans ce sens.

« Ils ont décidé de poursuivre leurs travaux, afin d'élaborer ce projet de programme et d'inviter les organisations et personnalités intéressées par cette initiative, à participer à un colloque public. »

CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES

— Chaque été, depuis quelques années, le nombre des familles inscrivant leurs enfants à un cours de vacances par correspondance augmente régulièrement. Les familles reçoivent, directement ou par l'intermédiaire de l'école, divers bulletins d'inscription à des cours privés et il s'en présente chaque année de nouveaux.

— Ce phénomène prenant une importance de plus en plus grande a conduit la Confédération syndicale des familles à examiner le problème avec attention. Deux points sont à souligner : d'une part, cela corres-

pond à l'accroissement des effectifs scolaires et à l'allongement de la scolarité, notamment pour les enfants du milieu populaire, et c'est une constatation réjouissante. Mais d'autre part, cela traduit aussi l'angoisse des parents devant les mauvaises conditions scolaires de leurs enfants (classes surchargées, maîtres absents, programmes encyclopédiques). Pour y pallier, les parents estiment de plus en plus utile d'employer une partie des longues vacances d'été à combler les lacunes ou à améliorer les connaissances acquises.

— Ils sont alors obligés de s'adresser à des cours privés. En effet, le seul établissement public d'enseignement par correspondance, le Centre national de Télé-Enseignement de Vanves, est fermé l'été, comme toutes les écoles.

— Les organisations de la Confédération syndicale des familles, dont les adhérents sont souvent militants des Associations de parents d'élèves, ont constaté que, dans ces cours privés, les parents sont considérés comme des clients et ne sont pas représentés. Aussi ont-elles décidé de mettre à la disposition des familles, avec le concours de nombreux enseignants, une « Coopérative familiale d'enseignement par correspondance », le Cours Garibaldi, qui a deux caractéristiques essentielles et tout à fait nouvelles dans ce domaine : 1.) la gestion est assurée conjointement par des représentants de parents et d'enseignants sous le contrôle d'un organisme familial; 2.) les tarifs sont établis en tenant compte des ressources des familles et sont dégressifs sur la base du quotient familial.

— Cette initiative répond à un besoin des familles; le Cours Garibaldi peut les aider; il ne prétend pas résoudre tous les problèmes de l'école, mais il traduit le dynamisme du syndicalisme familial qui, depuis quelques années, manifeste dans beaucoup de domaines un renouveau d'activité.

Siège social : CSF-Cours Garibaldi, 54, bd Garibaldi, Paris-15<sup>e</sup>.

Les 26 et 27 juin Comité politique national du P.S.U.

Le Comité politique élu par le IV<sup>e</sup> Congrès national tiendra sa première session les samedi 26 et dimanche 27 juin au siège du parti.

ORDRE DU JOUR :

1<sup>o</sup>) Elections présidentielles et campagne pour la candidature unique de la gauche. Rapport de Gilles Martinet;

2<sup>o</sup>) Organisation et action du parti. Rapport de Marc Heurgon.

Meetings et réunions du P.S.U.

Montataire (Oise) vendredi 25 juin

« Pour les élections présidentielles, la nécessité d'une candidature de la gauche et les conditions de cette candidature. »

avec Marc HEURGON.

Nouvelle section

Section du P.S.U. à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne). Secrétaire : Marcel Barthélemy, 4, avenue du Général-de-Gaulle.

STAGE NATIONAL ETUDIANT

Le Secrétariat National Etudiant rappelle que le stage national de E.S.U. aura lieu les 26 et 27 juin, au Relais International de la Jeunesse, 38, ile de Migneaux, Poissy (Seine-et-Oise). Prendre le train à la gare Saint-Lazare. Début du stage à 14 h, le samedi 26.

Nous demandons aux sections qui n'ont pas encore envoyé d'inscription de le faire le plus rapidement possible.

ALLEMAGNE

Une sourde inquiétude

Chaque voyage dans la République fédérale confirme un peu plus l'idée que les U.S.A. sont ici admis et acceptés sans réticence. Il est des moments, à Francfort surtout, dans ces rues rectilignes bordées de buildings blancs où l'éclairage et les publicités aveuglent et étonnent, il est des moments où l'on est surpris d'entendre les gens parler allemand.

Cet attachement et surtout cette fidélité au peuple d'outre-Atlantique, aussi bien chez l'Allemand moyen que chez les dirigeants politiques, sont explicables : il suffit de revenir à 1945. Pour la première fois dans l'histoire, non seulement de l'Allemagne mais également des peuples germaniques, l'ennemi héréditaire, le Slave, le Russe, le barbare déferlait sur le territoire, submergeant les dernières troupes du Reich composées de gamins et de retraités, la dernière arme, le « Panzerfaust », n'empêchant rien, malgré une résistance extraordinaire et qui recula la fin de la guerre de trois mois, les Russes firent mettre Berlin à genoux; l'incroyable était devenu réalité, l'histoire se retournait contre la race orgueilleuse des chevaliers teutoniques. Des centaines de milliers de réfugiés militaires et civils choisirent alors la défaite américaine plutôt que ce qu'ils supposaient être l'enfer russe.

Plus tard, lorsque la cohésion des alliés se fêla, les dirigeants des U.S.A. n'hésitèrent pas à relever l'Allemagne fédérale de ses ruines, à l'inonder de dollars pour faire barrage à l'expansion russe.

« Depuis l'opération Barberousse, qui visait à anéantir la Russie, nous menons le même combat, me disait un rescapé du front de l'Est, maintenant commerçant respectable. Nous sommes les combattants de la liberté contre la barbarie; en cas de conflit, c'est nous qui repousserons les hordes soviétiques. Il est normal que nos amis américains nous donnent les moyens de nous défendre. Vous comprendrez alors que notre choix soit vite fait entre Johnson et de Gaulle. »

Qu'a dit M. Schröder au dernier Conseil de l'O.T.A.N. : « Le gouvernement de Bonn fournit 16 p. 100 du budget de l'Alliance atlantique; malgré cela, notre représentation aux organes de commandement est grandement insuffisante... Un jour prochain, nous devons aussi être associés à la défense nucléaire du monde libre. »

Communiqué du Pentagone, le 3 juin : « Les Etats-Unis et l'Allemagne de l'Ouest viennent de conclure un accord sur la construction en commun d'un char de combat; le char sera désigné sous le nom de MBT 70. L'accord de construction pourra être étendu aux autres alliés. »

En vingt ans, l'ennemi à battre sans pitié est devenu l'allié privilégié des dirigeants américains. La philosophie de l'histoire est ainsi faite, nous n'en sommes ni scandalisés ni étonnés, simplement éprouvons-nous une sourde inquiétude.

Il est normal que le peuple allemand retrouve sa dignité, il est normal aussi que certaines choses ne soient pas oubliées. « Quand aurons-nous fini d'avoir honte ? m'a-t-on dit à Wiesbaden. Quand cesserons-nous d'avoir mauvaise conscience à Dachau, alors que nous sommes à la pointe du combat pour la liberté à Berlin ? »

« L'Allemagne fédérale est maintenant démocratique, bien nourrie, pacifique; l'amitié avec la France est une chose entendue, nous faisons ce que veulent nos cousins d'Amérique, en un mot nous sommes inoffensifs, alors oublions le cauchemar, nous sommes repartis à zéro, nous n'avons pas d'histoire. »

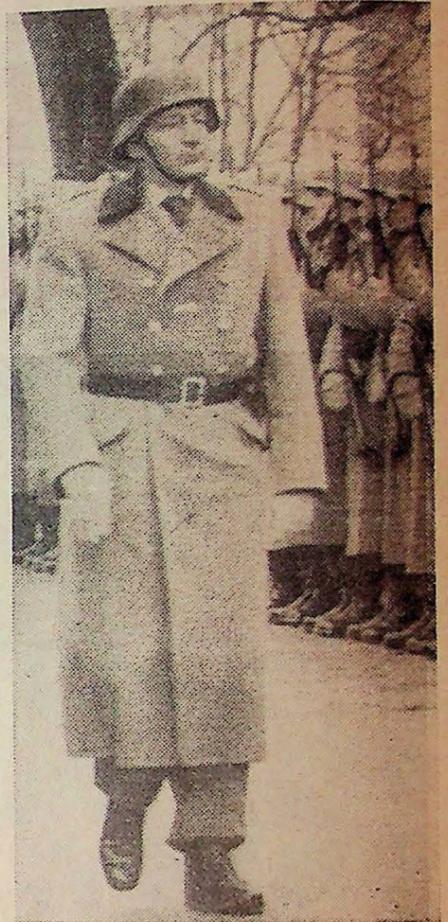
Il est vrai que les soldats de la Bundeswehr ne ressemblent pas beaucoup à ceux de 1940, il est vrai que l'Allemagne est un pays démocratique, capitaliste, mais démocratique, il n'empêche ce n'est pas comme cela que nous aurions aimé la voir.

On se glorifie trop et de plus en plus de la campagne de Russie. Ce qui il y a cinq ans était encore caché

un peu honteusement, on le montre maintenant en plein jour. Le combat contre les Russes, on en est fier. L'ennemi d'hier est resté le même, donc ce combat-là était le bon. La maxime serait un peu, en 1965, à Bonn : « Ne rien oublier à l'Est, tout oublier à l'Ouest. »

On reparle, bien entendu, de révision de frontières. Oh ! officieusement, et si M. Ehrhard, au congrès des Allemands de Silésie, affirme que la République fédérale ne revendique pas un pouce de territoire, il envoie un télégramme saluant le congrès annuel des Allemands sudètes où le langage est tout autre.

« Les Allemands des Sudètes ne renonceront pas à leur droit à la pa-



(Photo A.F.P.)

Quelques années après être « reparti à zéro »...

trie. Ils veulent y retourner en hommes libres et non en minorités tolérées. C'est pourquoi ils demandent le retour du territoire national au peuple sudète allemand. Ils ne font pas porter au peuple tchécoslovaque une responsabilité collective, mais condamnent les criminels qui les ont expulsés et sont responsables des meurtres. Ils portent plainte contre la destruction des villes et des villages sudètes qui ont été rasés en temps de paix. »

Le 16 juin, le gouvernement fédéral allemand élevait une protestation énergique « contre la proclamation de la ligne Oder-Neisse en tant que frontière polonaise », cela à la suite du traité d'assistance polono-soviétique qui mentionnait cette frontière.

Nous ne sommes pas de ceux qui, à tout propos, parlent des « revanchards » de la République de Bonn, nous n'accordons aux manifestations de démagogie électorales qu'une importance bien relative, mais il est navrant et grave de voir de telles fautes politiques s'étaler dans les journaux allemands.

La renaissance du nationalisme allemand est pour une grande part la faute des gouvernements alliés qui n'ont pas su prendre leurs responsabilités pour régler ce problème une fois pour toute. Dresser l'Allemagne contre l'Union Soviétique, redonner à ce peuple le goût du combat, en faire le champion de l'anticommunisme et le réarmer en conséquence, tout cela est une lourde responsabilité. Que les dirigeants occidentaux en prennent conscience avant qu'il soit trop tard.

Michel Joch.

STAGES DE FORMATION

Nom .....

Adresse .....

désire recevoir les renseignements concernant les stages suivants (1) :

B - 12-17 juillet : le socialisme en pays développés.

C - 2-7 août : les techniques de l'action politique.

D - 20-25 septembre : les problèmes de la jeunesse.

et envisage de participer aux stages :

B - C - D (1)

(1) Rayer les mentions inutiles. A retourner au P.S.U. : Service formation, 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).

# APRES L'ECHEC DE LA FEDERATION

Entre Gaston Defferre et nous les choses sont très claires.

Il représente un « modernisme » qui implique pratiquement l'abandon des objectifs du socialisme. Nous représentons un « modernisme » qui redonne à ces objectifs tout leur sens et toute leur valeur.

Il inscrit son action dans le cadre du système politique qui nous a été imposé par le coup d'Etat de 1958. Nous nous opposons fondamentalement à ce système.

Il se situe en deça — c'est-à-dire du côté américain — de la politique étrangère menée par de Gaulle. Nous nous situons au-delà — c'est-à-dire du côté de la véritable indépendance européenne — de cette politique.

Il croit favoriser l'évolution des masses chrétiennes en faisant preuve de complaisance à l'égard de certaines préoccupations d'inspiration cléricale. Nous pensons que l'unité nécessaire des travailleurs croyants et incroyants ne peut être solidement fondée que sur des principes de laïcité.

Nous pourrions donc tout simplement nous réjouir de l'échec d'une tentative qui nous paraissait profondément malsaine et équivoque.

Mais nous pensons à ce qui va arriver maintenant et nous songeons aussi aux quelques milliers de militants qui, tout en comprenant nos critiques, se disaient que, malgré tout, la constitution de la « fédération » pouvait représenter une chance de transformation et de simplification de la vie politique française.

Aussi est-ce sans passion et sans ressentiment inutile que nous voudrions tirer les leçons de cette défaite à laquelle nous avons contribué par nos prises de position et notre exigence de clarification.

Au départ, l'opération defferriste répondait à une incontestable logique et elle était cependant déjà pénalisée par une contradiction fondamentale.

Defferre a dit plus ou moins clairement que le roi était nu ou, si l'on préfère, que la S.F.I.O. n'était plus un parti révolutionnaire. Partant de là, il a proposé de faire ouvertement et dès maintenant la politique que Guy Mollet pratique plus ou moins honteusement, mais pour laquelle il ne voudrait pas avoir à se prononcer officiellement avant la disparition du général de Gaulle (c'est-à-dire avant que le M.R.P. et les indépendants puissent sortir de leurs ambiguïtés présentes).

La relative franchise de Defferre n'empêchait point cependant que les forces qu'il voulait rassembler exprimaient des intérêts opposés. Certes, la frontière ne passait pas exactement entre la S.F.I.O. et le M.R.P. Il y a quelques centaines de membres du M.R.P. qui sont probablement plus à gauche que bon nombre de membres de la S.F.I.O. Mais ce n'est là qu'un phénomène marginal. L'opération de la « fédération » prétendait lier une fraction de la classe des travailleurs salariés et des milieux de la petite bourgeoisie à une fraction du patronat (et fort curieusement non point la plus avancée ni la plus « moderne »).

Pour masquer cette réalité — qui ne faisait pourtant que refléter sur le plan national le compromis municipal de Marseille — les defferristes évoquaient la fameuse opposition des « réformateurs » et des « conservateurs ».

Cela pouvait faire illusion dans certaines salles de rédaction. Cela n'avait aucun sens dans la réalité.

A partir du moment où l'on situe les réformes dans le cadre de la société néo-capitaliste et où l'on renonce à mettre véritablement en cause les structures de cette société, les gaullistes sont au moins aussi « réformateurs » et « modernisateurs » que MM. Maurice Faure, Fontanet et Gaston Defferre. Pour le pays, il ne s'agit plus d'une bataille politique mais d'une simple compétition pour le pouvoir.

C'est la raison pour laquelle nous insistons si fort sur la question du programme.

Nous ne sommes évidemment pas assez naïfs pour imaginer qu'il suffirait de se mettre d'accord sur un programme pour que tous les problèmes de la gauche se trouvent automatiquement réglés. Ce qui compte au moins autant que le programme c'est la lutte pour sa réalisation.

Mais nous pensons que l'un des atouts majeurs du régime vient de ce qu'aux yeux de la masse des Français l'opposition ne voit pas clairement ce qu'elle ferait dans le cas où elle viendrait au pouvoir. On peut choisir entre deux solutions. On ne choisit pas entre la réalité et le vide.

Ce que nous reprochons le plus aux démarches brouillonnes qui ont présidé au lancement puis à l'échec de la « fédération » c'est l'effacement de la plupart des frontières qui opposent la gauche au gaullisme. Il faut de toute urgence montrer que ces frontières existent, qu'elles ne sont pas artificielles et qu'il faudra, tôt ou tard, se ranger d'un côté ou de l'autre de la ligne de démarcation qu'elles tracent.

C'est dans cet esprit que nous nous tournons aujourd'hui vers ces hommes et ces femmes qui ont été attirés par l'opération defferriste et qui se trouvent déçus par les dernières phases de son évolution.

Nous leur disons : « Après être tombés dans le panneau de la bataille des réformateurs », ne tombez pas dans celui de l'opposition des « novateurs » et des « vieux états-majors ». Il y a en effet une certaine imposture à vouloir considérer comme « novateurs » des hommes qui n'ont cessé d'appartenir à ces fameux « états-majors », ou qui ne rêvent que de s'y installer. Nous ne faisons pas

de démagogie à ce propos. Il serait absurde de prétendre que la rénovation doit être le fait d'hommes sans passé. Elle doit être le fait d'hommes, jeunes ou vieux, qui ont su tirer la leçon des erreurs du passé. Ce n'est pas le cas, nous semble-t-il, de ceux qui, il y a encore quelques jours, croyaient pouvoir nous proposer la réédition des coalitions politiques qui ont entraîné la IV<sup>e</sup> République à sa perte.

Je ne sais encore, au moment où j'écris ces lignes, quelle décision prendra Gaston Defferre.

S'il était logique avec lui-même et honnête à l'égard de ses propres promesses, il renoncerait. Mais Guy Mollet et Jean-Jacques Servan Schreiber se retrouvent cette fois pour lui demander de ne pas abandonner. Le premier guette l'échec électoral du rival, le second ne peut se résigner à perdre un investissement vieux déjà d'un an et demi. Il est donc possible que la candidature survive à l'échec de la « fédération ».

Cela ne changera rien à notre position. Avec ou sans l'appui du M.R.P., Gaston Defferre demeure, à nos yeux, l'homme qui a cherché à opposer à la solution socialiste pour laquelle nous luttons une sorte de « kennedysme » français, fait d'un ramassis de slogans publicitaires et de formules empruntées, l'homme qui a sacrifié aux ambitions d'un petit clan les chances difficiles mais réelles de l'union de la gauche, l'homme qui face au nationalisme gaulliste a cédé aux facilités du conformisme atlantique.

Cet homme-là ne peut évidemment pas être notre homme. Mais son récent échec ne nous montre-t-il pas précisément que le premier problème n'est pas celui du candidat à choisir mais celui de la politique à définir ?

L'élection présidentielle n'aura lieu qu'en décembre et elle ne marquera qu'un épisode d'une bataille plus longue et plus importante. Cela vaut la peine de prendre un peu de temps pour débattre de la politique et pour tenter de faire apparaître la possibilité d'un accord qui permettrait de regrouper sinon la totalité de la gauche du moins la grande majorité des forces qui se réclament du socialisme.

Gilles Martinet.

## EDOUARD DEPREUX A TÉLÉ-LUXEMBOURG :

### « la leçon d'un échec »

*Ainsi qu'il était facile de le prévoir, la Fédération que Gaston Defferre voulait constituer, comme préface d'une fusion, entre des gens qui se réclament du socialisme et d'autres auxquels le mot même fait peur, est mort-née. Seuls ceux qui confondent leurs désirs avec la réalité pouvaient nourrir quelques illusions à son sujet.*

*Puisse-t-on du moins comprendre que la méthode adoptée a fait faillite, laisse partout des ruines, des décombres, des désillusions, et fait le jeu du gaullisme qu'on a combattu avec une maladresse qui frise la complicité.*

*On a d'abord lancé le nom d'un candidat avec les procédés publicitaires qu'on emploie pour les produits pharmaceutiques.*

*On a ensuite tenté un regroupement contre nature qui, comme hier le Cartel des Non, ne pouvait aboutir qu'à un éclatement ou à un constat d'impuissance.*

*Et l'on a enfin pensé au programme... On s'est alors aperçu que les socialistes,*

*même les plus modérés, ne pouvaient appartenir à la même fédération d'abord, au même parti ensuite, que les adversaires de la nationalisation des banques d'affaires qui ont voté le budget de M. Pompidou, son plan d'équipement, sa réforme fiscale de classe favorable aux privilégiés.*

*Le P.S.U. a toujours préconisé la méthode inverse : 1°) établissement d'un programme, car il faut opposer à de Gaulle une politique ; 2°) groupement de ceux qui se sont mis d'accord sur ce programme ; 3°) désignation d'un candidat et d'une équipe décidés, en cas de succès, à appliquer le programme élaboré en commun.*

*Il n'est pas trop tard pour aboutir à la désignation d'un candidat unique de la gauche contre le pouvoir personnel et contre les formes avouées ou honteuses de réaction et de conservation sociale.*

*Le P.S.U. s'y est employé, s'y emploie et s'y emploiera à fond.*

E. Depreux.

# RÉGION PARISIENNE

## Qui fera le Paris de demain ?

Le 22 juin, M. Delouvrier, délégué général au District de la région parisienne, a présenté dans une conférence de presse le schéma directeur d'aménagement de cette région. Déjà, vendredi dernier, M. Pompidou avait quelque peu défloré le sujet devant l'Assemblée nationale. Ces deux déclarations s'appuient sur un très abondant document en deux tomes qu'il n'est, bien entendu, pas question d'analyser ici en détail. Les commissions spécialisées des Fédérations de la Seine du P.S.U. devront se livrer à ce travail d'analyse. Cependant, des aujourd'hui, sans rentrer dans le détail technique, il est important que nous fassions un certain nombre de remarques d'ordre général.

La première réaction consiste à minimiser la portée du nouveau schéma directeur : n'est-il pas un plan de plus, après bien d'autres qui exprimaient plus des intentions que des possibilités réelles de transformation ? Les plans précédents ont tous, les uns



Le plan d'aménagement ne définit guère les moyens pour parvenir à moderniser les structures des transports urbains.

après les autres, montré que le fossé ne cessait de se creuser entre ce que l'on déclarait vouloir faire et ce qu'on était capable de réaliser réellement. Le schéma directeur présenté aujourd'hui et qui est caractérisé justement par son ambition, puisqu'il esquisse le Paris de 1985 et même de l'an 2000, ne sera-t-il pas, à son tour, rendu rapidement caduc ? Quelle est d'ailleurs la valeur juridique d'un tel document qui n'est opposable ni aux collectivités publiques ni aux tiers, et

qui ne prendra ce poids indispensable que par l'intermédiaire d'une révision du PADOG ?

Cependant, nous estimons qu'il faut prendre ce texte avec plus de sérieux, car il correspond à une analyse détaillée de la réalité d'aujourd'hui et dresse les options du futur en tenant compte d'évolutions difficilement contestables :

- augmentation de la population de la région jusqu'à atteindre environ quatorze millions d'habitants en l'an 2000 ;

- développement du secteur tertiaire de travail plus rapide que le secteur ouvrier traditionnel ;

- développement du temps des loisirs ;

- augmentation du nombre de voitures et, en général, du nombre de déplacements par tous genres de transports.

Ces phénomènes étant incontestables, il importe donc de savoir quel type d'agglomération les planificateurs doivent concevoir.

Il ne s'agit donc pas de contester la nécessité d'un tel schéma directeur, mais d'y opposer un véritable contre-plan régional, montrant qu'à partir des mêmes phénomènes, quantitatifs et qualitatifs, il est possible d'aboutir à des options différentes.

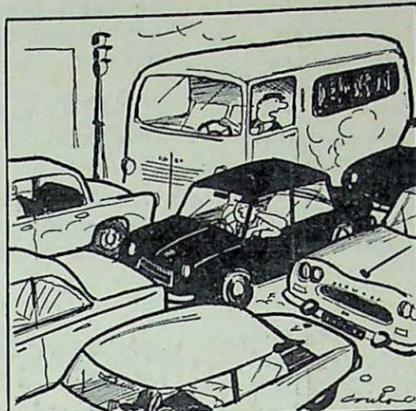
Un premier problème se pose : celui du rôle de l'Etat. S'agit-il pour lui de constater seulement les mouvements naturels de développement de l'agglomération et d'essayer tant bien que mal de les canaliser, ou bien s'agit-il d'un véritable dirigisme gouvernemental qui contraint les administrations publiques et les sociétés privées à se couler dans le moule d'un schéma directeur rationnellement défini ? La première grande critique à faire au projet de M. Delouvrier est justement de ne pas avoir choisi entre ces deux options et de laisser croire qu'il disposera de moyens d'action réels, alors que son schéma ne dépasse pas le niveau d'une déclaration d'intention, car il n'aborde pas le problème des formes d'intervention de la puissance publique. On se trouve, en fait, devant la même question que celle qui intéresse « la planification à la française » : *Comment l'Etat peut-il forcer les promoteurs privés à suivre les indications de ses plans directeurs ?* Dans ce domaine, l'Etat est d'ailleurs loin d'être impuissant, étant donné l'importance des réalisations des administrations publiques : c'est l'Etat, par l'intermédiaire de la très sérieuse administration des Ponts et Chaussées, qui assure la viabilité des terrains à urbaniser ; c'est l'Etat qui, par l'implantation de ses préfectures nouvelles, impose des cadres neufs au développement administratif ; de même, l'Education nationale, en fixant l'emplacement des nouvelles facultés, impose de nouveaux pôles d'attraction, les diverses administrations liées aux transports déterminent aussi les axes d'expansion. Par tous ces intermédiaires, l'Etat peut donc exercer une pression efficace sur le secteur privé, mais faut-il encore affirmer, ce que ne fait pas le document de M. Delouvrier, que l'option fondamentale consiste en un renforcement du secteur public considéré comme l'élément-clé de la planification ?

Dans la même optique, comment parler d'un arrêt de la spéculation sur les terrains, sans aborder le problème de la nationalisation des banques d'affaires qui sont derrière toutes les grosses spéculations foncières ? Cela ne sert à rien de transformer des milliers d'hectares en Z.A.D. (zone d'aménagement différé) si on a, auparavant, et depuis des années, offert aux spéculateurs l'occasion de prendre leur place dans le périmètre « zadé ». Cela peut même présenter bien des avantages que de « zader » ensuite des terrains sur lesquels la spéculation est déjà faite au profit de puissances financières liées au pouvoir. On retrouve là l'habitude politique du laisser-faire (mais au profit de qui ?) chère aux thèses pompidoliennes et qu'il est difficile de camoufler derrière les déclarations d'intention du schéma directeur. Nous devons opposer à une telle politique, non pas tellement notre objectif d'une « municipalisation du sol », car

il est évident que le cadre municipal est largement dépassé par les dimensions du projet, mais une formulation nouvelle d'une « régionalisation » du sol qu'il nous faudra étudier par le détail.

Le plan officiel est aussi muet sur les moyens matériels à mettre en œuvre pour aboutir au nombre de logements à construire, compte tenu de l'expansion chiffrée. Les problèmes de financement sont laissés dans l'ombre. Comment l'Etat, comment les collectivités publiques financieront-ils, par exemple, l'achat des terrains des zones zadées ?

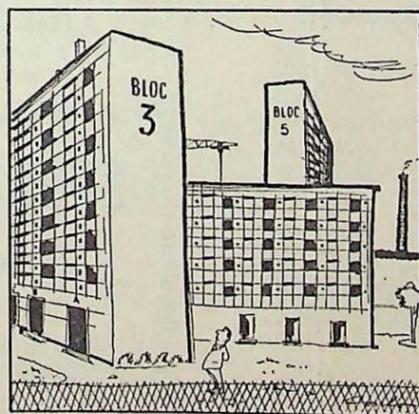
La rationalisation de l'industrie du bâtiment et donc la création d'une Société nationale chargée de la cons-



Les visions prophétiques en matière d'aménagement routier ou de circulation cesseront-elles d'être un mythe dans le nouveau plan du district parisien ?

truction du Grand-Paris nous semblent être les directions dans lesquelles il faut s'engager. Le projet reste aussi très fluctuant en ce qui concerne le type de logements à construire : faut-il pousser la création de « grands ensembles » ? Faut-il encourager le développement de zones pavillonnaires ? Quelle est la taille et quels sont les équipements collectifs d'une « unité à taille humaine » ? Sera-t-il possible d'animer la vie de ces quartiers nouveaux, de plus en plus éloignés du centre parisien, sans créer des villes-satellites ? Bref, si le schéma directeur présente l'intérêt de tirer de grandes et ambitieuses perspectives, il se tait quand il s'agit de considérer les choix relatifs aux petits équipements qui font pourtant le tissu de la vie quotidienne du citadin.

Selon le même ordre de critiques, nous pouvons constater que tout le chapitre concernant l'évolution de l'emploi dans la région se contente de se plier aux mouvements naturels sans indiquer nettement quelles sont les options à prendre par le gouvernement en ce qui concerne l'industrialisation de la région. Il ne suffit pas de constater que le secteur ter-



Les « belles perspectives » des technocrates de l'urbanisme se réduiront-elles à l'univers quasi concentrationnaire de quelque futur sarcellopolis ?

taire va se développer et d'indiquer en quels lieux il se développera surtout, pour répondre aux problèmes des mouvements quotidiens de la population travailleuse, aux problèmes de la décentralisation industrielle et de l'équilibre de l'emploi entre Paris et la province. D'ailleurs, c'est une des autres faiblesses du document que de traiter de manière très insuffisante ce problème du développement de la province et des « métropoles régionales » par rapport à la « grosse tête » parisienne.

Annoncer aujourd'hui que Paris aura quatorze millions d'habitants en

l'an 2000, c'est chiffrer une évolution : mais n'est-ce pas aussi la précipiter en accentuant le « complexe d'infériorité » de la province que la timidité des plans régionaux concrétise face à l'ambition du schéma dit recteur parisien ? De même, le texte est fort détaillé en ce qui concerne la « banlieue » au sens le plus large du terme, mais est presque muet sur les interventions nécessaires, à tous les points de vue, dans le périmètre de la Ville de Paris.

Là encore, de quelle manière l'Etat pense-t-il pouvoir imposer aux capitalistes les choix pratiques dans l'implantation, la non-implantation ou le départ des usines ?

Enfin, une dernière critique, mais non la moins importante, porte sur la manière dont le schéma directeur a été élaboré. Le conseil d'administration du District qui d'ailleurs, sur vingt-huit membres ne comporte que deux représentants de la gauche (un communiste et un S.F.I.O.), n'est appelé à donner son avis que sur un texte élaboré dans le secret des bureaux des technocrates. A quel moment les élus de la population, maires, conseillers municipaux de Paris, conseillers généraux des départements, pourront-ils discuter de choix aussi importants et même la population tout entière, par le biais de ses associations diverses, ne porterait-elle pas intérêt à ces choix qui détermineront son cadre de vie ? Par des discussions relatives à toutes ces options, il serait possible de lutter contre la dépolitisation des masses, car il ne s'agit pas ici de politique abstraite ou d'idéologie, mais d'un tissu de problèmes concrets. Peut-on attendre d'ailleurs, sans naïveté, que le gaullisme traite cette médiation des associations populaires autrement que par le mépris ? A partir des projets que nous avons déjà élaborés, mais qui restent ouverts à la discussion, c'est à nous, par le biais de commissions, de colloques, de journées d'études, de reprendre la grande discussion démocratique sur les conceptions du Paris de demain, en partant, non pas seulement d'études de techniciens, mais aussi d'un recensement des besoins de l'homme.

Nous devons donc nous saisir de ce problème pour en faire un moyen d'animation politique et dire autour de nous, à tous les citoyens qu'ils ont le choix entre deux politiques : ou apprendre à la télévision ce que le pouvoir a décidé pour eux, ou participer eux-mêmes à l'élaboration de ce que sera leur ville de demain.

Georges Gontcharoff.

### Un stage de formation sur la gestion communale

Organisé par l'A.D.E.L.S. (Association pour la Démocratie et l'éducation locale et sociale), mouvement d'éducation populaire agréé par l'Education nationale, du 6 au 11 septembre 1965, au Relais International de la Jeunesse, à Poissy (S.-et-O.).

- Au programme :
- Etude des besoins de la commune ;
  - Pouvoirs et fonctionnement du conseil municipal ;
  - Les divers types de réalisation et l'équipement communal ;
  - Les finances locales ;
  - Les solidarités intercommunales ;
  - La démocratie locale ;
  - Echanges d'expériences.

Prix du séjour : 100 F. Pour tous renseignements, écrire à l'A.D.E.L.S., 94, rue Notre-Dame-des-Champs, à Paris.

### BULLETIN D'ADHÉSION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

.....  
.....  
déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15').

### TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique : HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef : ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>)  
Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV<sup>e</sup>)  
Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39  
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris  
Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
6 mois ..... 18 F  
1 an ..... 35 F  
Soutien : à partir de .. 70 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 62-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

# L'Armée a abattu Ben Bella au moment où il pouvait se passer d'elle

**A**HMED BEN BELLA a été chassé du pouvoir par l'armée. Voilà à peu près la seule certitude, au moment où nous mettons sous presse.

Ce pouvoir, l'Armée nationale populaire du colonel Boumedienne donne l'impression qu'elle ignore encore ce qu'elle en fera — et même si elle le conservera (peut-être faute de trouver à qui le rendre) — ou à qui elle le remettra.

Le parti militaire — Boumedienne, le ministre des Affaires étrangères Bouteflika et un petit nombre d'hommes — sait désormais comment on fait pour mettre en échec le pouvoir civil. Jusqu'au soir du 18 juin, il contrôlait seulement, faisait pression. Il subissait lui-même la volonté de Ben Bella animant un parti faible et un Etat fragile, marqués de ce péché originel d'avoir été fondés sur la destruction d'un premier pouvoir civil (le G.P.R.A.) et d'une armée de civils insurgés (les maquis) issus l'un et l'autre de la lutte révolutionnaire.

Maintenant, l'armée a fait l'expérience de sa force. Elle ne s'est pas contentée de menacer, d'exiger ou d'interdire. Elle a agi. Elle est devenue complètement un instrument politique. Quand et pourquoi cessait-elle de l'être ? Faudra-t-il attendre qu'elle se brise à son tour, parce qu'elle aura pris en charge des difficultés et des contradictions que le président de la République algérienne avait tour à tour dominées, déjouées ou escamotées ?

## Pas de solution bourgeoise

Le colonel Boumedienne le sait-il ? Son armée n'est pas aimée. Respectée sans doute. Mais sans cette adhésion que les ruraux français du siècle dernier apportèrent à une armée en qui ils voyaient l'ultime garantie de leur possession de la terre.

C'est que les tâches de la révolution algérienne — qui entre dans une nouvelle phase sans que ses problèmes essentiels aient changé — n'apparaissent en rien comparables aux tâches de la société bourgeoise du 19<sup>e</sup> siècle. Boumedienne offrirait-il le pouvoir à Ferhat Abbas et à Abderrahmane Farès, que ces représentants de « l'opposition bourgeoise » à Ben Bella seraient bien incapables d'industrialiser le pays, d'élever les rendements de l'agriculture et d'en commercialiser les produits, d'assurer enfin l'indépendance. Au contraire, le seul destin qui puisse être promis à une Algérie bourgeoise serait de présider à une *recolonisation*, probablement sous la forme d'investissements privés étrangers massifs.

Il est donc évident qu'il n'existe pas de solution de rechange bourgeoise qui puisse être opposée à la formule que Ben Bella (à tâtons et non sans creuser à l'avance sa propre tombe politique) avait édiflée. Cela est si vrai que l'ancienne droite du F.L.N. avait fini par s'incliner. Abbas et Farès, en conséquence, avaient été remis en liberté.

## Un pouvoir civil indépendant

Ce problème de la droite nationaliste étant réglé, un accord était intervenu aussitôt avec une autre opposition, qui se situait politiquement à gauche et, plus encore,

géographiquement en Kabylie : le « Front des Forces Socialistes ».

Or, trois jours plus tard, c'était le coup de force militaire.

Il y a, ici au moins, une évidence. La « réconciliation nationale » que Ben Bella amorçait avec Abbas et Farès d'une part, le F.F.S. de l'autre, allait lui permettre de disposer d'une *base politique civile*. Il allait pouvoir se passer de l'appui, de la caution — et de la tutelle — de l'Armée nationale populaire. Son

devoir traiter avec un pouvoir civil qui, en s'émancipant, exigerait sans nul doute la subordination des militaires. Jusqu'à présent, c'est l'armée qui, depuis plus de trois ans, avait dicté sa loi. Elle avait inspiré et aidé le scandaleux naufrage du G.P.R.A. Elle avait obtenu que la résistance intérieure fût dispersée et humiliée. Elle s'était taillé dans l'économie du pays une part disproportionnée à son utilité réelle. Elle avait coupé toute possibilité de com-

vie, en juillet, d'une visite de Ben Bella en France) allait donner incontestablement un surcroît de prestige au président de la République. Mais cela n'éclaircissait nullement le contenu du putsch, car il fut un temps où, pour l'armée, le prestige de Ben Bella constituait un élément tolérable et même positif.

L'accord pétrolier avec la France allait engager l'Algérie pour de longues années dans une coopération dont les termes pourraient n'être plus révisables à moins d'un coup de force. La rumeur — encore elle — dit que, depuis un mois, « de Gaulle avait lâché Ben Bella ». On insinue par là : ou bien que Paris ne serait pas étranger au putsch — ce qui n'est étayé par aucune présomption sérieuse — ou bien que l'arrière-pensée plus ou moins claire d'hommes comme Bouteflika et Boumedienne était de s'engager dans une épreuve de force pétrolière (à la manière de Mossadegh, autrefois, en Iran, ou de Nasser pour le canal de Suez). Pour le moment, il ne s'agit que d'hypothèses, dont aucune n'a reçu le plus petit commencement de preuve.

## Le benbellisme et les masses

Ce qui n'est pas hypothétique, au contraire, c'est que, après un moment d'incrédulité et de stupeur, des manifestations, sporadiques certes, parfois violentes, ont eu lieu, toutes en faveur de Ben Bella, toutes spontanées. Le benbellisme n'est pas un parti organisé, mais un produit et un facteur de la décomposition du parti qui conquiert l'indépendance. Le benbellisme est à peine un courant politique, aux contours incertains, entraînant surtout des cadres populaires (syndicalistes, communistes ralliés, responsables de l'autogestion rurale, maquisards convertis en fonctionnaires). Pourtant, des jeunes, des chômeurs, des femmes s'emparent de ce benbellisme, dont ils font une protestation contre les méthodes et les prétentions du parti militaire. Un peu, semble-t-il, à la manière dont la gauche populaire, ce qui allait devenir le « babouvisme », se découvrait soudain robespierriste après le 9 Thermidor (alors que Babeuf, auparavant, avait souhaité la chute de Robespierre).

Le pesant secret, le silence, la censure que l'armée victorieuse fait peser sur les événements, voilà qui indique à la fois que les maîtres provisoires du pouvoir n'ont pas de programme et que la crise ne fait que commencer. Dans cette crise, le peuple algérien pèse d'abord d'un poids très douteux. Mais plus elle se prolongera, plus les désirs fondamentaux des masses s'exprimeront clairement.

Paul Parisot.



Les amis d'hier.

(Photo A.D.P.)

pouvoir avait une chance d'émancipation, d'indépendance vis-à-vis des militaires. Or Ben Bella était déjà en conflit avec l'un de ses ministres, Bouteflika, qui est l'un des hommes de l'armée. Celle-ci a voulu empêcher que Ben Bella gouverne sans elle, sinon contre elle.

## Boumedienne n'a pas voulu s'adapter

Les rumeurs disent que Ben Bella s'appropriait à faire arrêter Bouteflika et Boumedienne, qu'il aurait même livré Bouteflika à une police, celle de Slimane, qui agit de concert avec l'armée. Il faut évidemment se méfier des rumeurs, même les plus dignes d'attention. Mais, que le conflit ait ou non déjà éclaté entre le président de la République et les hommes de l'A.N.P., il est indéniable que la libération des chefs de la droite, l'accord avec le F.F.S., les négociations engagées sur de nouvelles mesures de grâce en faveur d'Aït Ahmed (le chef du F.F.S.), tout cela mettait l'armée devant une situation nouvelle.

Pour la première fois, elle allait

promis avec la rébellion kabyle. Récemment encore, elle avait exigé que Ben Bella lui sacrifie, avec Mohamed Harbi et l'équipe de « Révolution Africaine », son aile marxiste.

Brusquement, cette longue et jalouse emprise militaire sur l'Etat allait devenir une histoire du passé. Au lieu d'accepter le fait nouveau, de commencer à s'y adapter — comme Ben Bella lui-même s'était adapté à la cohabitation avec l'armée sans renoncer à un programme socialiste, à l'autogestion en particulier — Boumedienne a préféré frapper.

## La conférence et le pétrole

Tant qu'on ignorera ce qui était en discussion, depuis une quinzaine de jours, entre Ben Bella et Boumedienne, Ben Bella et Bouteflika, en particulier vendredi, la veille du putsch, on ne pourra dire quel était le contenu exact du conflit.

Deux échéances étaient imminentes : la conférence afro-asiatique et la conclusion de l'accord pétrolier avec la France. La conférence (sui-

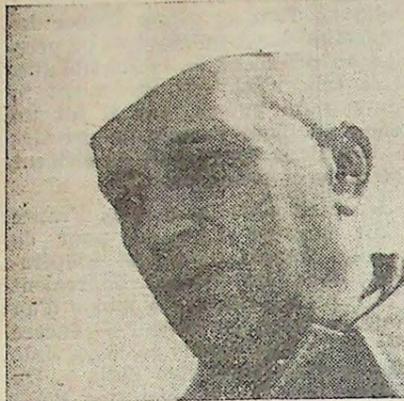
## PROPAGANDE

Nous vous rappelons que les **AFFICHES PRESIDENTIELLES** (prix : 0,15 F) et les **tracés APPEL AUX TRAVAILLEURS** (prix : 0,01 F) sont toujours d'actualité.

Passer les commandes à « Tribune socialiste » 54, boulevard Garibaldi C.C.P. 5826-65 Paris

# D'UN BANDOENG A L'AUTRE

Avril 1955, juin 1965, dix années capitales. On admettra qu'il soit impossible dans les limites d'un article de résumer les multiples sens et aspects de la décennie qui vient de s'écouler. Et, pourtant, il le faudrait car la matière de la prochaine conférence d'Alger couvre pratiquement tout ce qui a pu se produire depuis



(Photo Agip.)

Nehru : une période révolue.

Bandoeng. Mais, en définitive, la synthèse échappe toujours aux hommes, même quand les représentants de la moitié de l'humanité se retrouvent pour tenter d'y parvenir. Les « sommets » demeurent surtout en tant que jalons.

## Bandoeng, l'événement

Deux ans après la mort de Staline et la fin de la guerre de Corée, un an après celle d'Indochine, cinq pays asiatiques (dits de Colombo) décident de tenir une conférence des nations indépendantes d'Asie et d'Afrique.

C'est une vieille idée de Nehru, qui a plusieurs raisons de vouloir la réaliser et qui sera de fait la cheville ouvrière de Bandoeng. En avril 1954, l'Inde signe avec la Chine un accord sur le Tibet et le « Pan Shila » (c'est-à-dire les cinq principes de la coexistence). Nehru obtient donc l'invitation de la Chine à Bandoeng. d'autant que si deux guerres asiatiques viennent de se terminer, non sans difficultés et non sans compromis, l'avenir demeure incertain. En septembre 1954, les U.S.A. patronnent le traité de l'OTASE, tandis que les bâtiments de la VII<sup>e</sup> flotte croisent dans le détroit de Formose, elle-même bombardée quotidiennement depuis Quemoy. A l'autre extrémité du continent, le pacte de Bagdad divise et enserrme le Moyen-Orient (1955). De plus, la fin du conflit coréen a provoqué la chute vertigineuse des cours de certains produits de base qui constituent la source essentielle en devises des pays de l'Asie du Sud-Est (par exemple, le caoutchouc pour l'Indonésie). Autrement dit, politiquement et économiquement les nouveaux pays indépendants se sentent menacés en dépit d'une stabilisation apparente. C'est l'heure du choix, mais d'un choix que Nehru ne veut trancher, ni en faveur des puissances occidentales ni en faveur de la Chine communiste qu'il convient cependant de ménager. L'indépendance, fragile, ne sera garantie que dans l'optique d'une troisième voie. Cette politique, intérieure comme extérieure, fut inaugurée à Bandoeng : elle devait plus ou moins échouer, tout en subissant au gré des événements maintes transformations. Mais Bandoeng, c'est également cette conférence, unique et première du genre, qui voit d'anciennes colonies prendre en main leur destin international. Cette innovation sera décisive, non par le rôle nécessairement révolutionnaire des pays nouvellement indépendants, mais par l'affirmation de l'existence d'une communauté de peuples aux conditions identiques. Si cette affirmation ne saurait contredire la notion de luttes de classes au sein de chaque nation et au niveau mondial, elle lui confère cependant une dimension nouvelle. Dans un concert de nations où apparemment seul le bloc communiste est confronté au bloc capitaliste, sans qu'il y ait de forces intermédiaires importantes (sauf le cas limite de la Yougoslavie), cette intrusion d'une force originale va modifier l'équilibre de l'ensemble. Par ailleurs, l'émergence à Bandoeng du tiers monde embryonnaire inscrivait, à plus ou moins long terme, l'indépendance des autres colonies.

Toutefois, si l'on y regarde de plus près, on constatera que Bandoeng restait tout naturellement liée au



(Photo Agip.)

Chou En-lai : une intervention très attendue.

contexte et au partage des influences de l'époque. Cette configuration se transformera pour déboucher aujourd'hui sur une distribution différente des pôles d'attraction, ce qui ne peut manquer d'avoir des conséquences sur les grandes questions posées à Bandoeng et que l'on retrouvera souvent à Alger.

Trois forces différentes se manifestèrent à Bandoeng : des gouvernements étroitement dépendants du bloc occidental et plus particulièrement des U.S.A. (Philippines, Siam, Turquie, Pakistan, etc.) qui ne manquèrent pas de développer leurs thèmes de prédilection. D'autre part, la

Chine, une Chine timide, pour la première fois hôte de l'Asie du Sud-Est ; une Chine qui, par la voix de Chou En-lai, étonnera ses partenaires par son ton modéré et par ses efforts de conciliation.

Entre une Chine discrète, qui, ô ironie du sort, prenait la défense de l'U.R.S.S., et des têtes de pont américaines, Nehru allait donc tenter de dégager un neutralisme, de portée universelle, fondé sur les « Dix Principes de la Coexistence ». C'est-à-dire le refus d'admettre la division du monde en deux blocs rigides et de se définir comme appartenant à l'un d'entre eux (d'où la revendication d'une mise en commun de l'énergie atomique), c'est-à-dire le combat contre le colonialisme et le racisme et l'évocation encore limitée de certaines exigences économiques impliquées par la situation d'indépendance, etc. Nasser acceptait le pari et le choix de Nehru ; par lui, l'Afrique était reliée à l'Asie (l'hypothèque d'un conflit algérien commençait à peser). Et, de fait, au lendemain de Bandoeng, on put observer un climat immédiat de détente, marqué par le règlement de plusieurs litiges locaux, par un rapprochement entre le monde communiste et le tiers monde et par la concrétisation du neutralisme (symbolisé par l'axe Belgrade-Le Caire-New Delhi). Les dirigeants occidentaux regardaient étonnés et inquiets.

## Dix années de notre vie

Pour amorcer une approche convenable de la conférence d'Alger, il convient de rappeler très brièvement les principales conséquences des dix années explosives qui viennent de s'écouler. On le tentera à un double point de vue : celui des transformations durables et profondes, et celui des données immédiates de l'actualité politique.

**L'Afrique en mouvement.** A partir de Bandoeng, qui sera l'aube de dizaines et de dizaines de conférences, l'axe afro-asiatique se déplacera d'Asie vers l'Afrique, pour revenir actuellement, comme crucialement marqué au point de départ asiatique : le Vietnam.

En effet, de 1955 à 1965, la majeure partie de l'Afrique devient indépendante, conduisant par là-même à un très net recul des anciennes puissances coloniales qu'étaient la France et la Grande-Bretagne. Mais cette indépendance ne saurait être considérée comme complète et elle n'a pas affecté la totalité de l'Afrique. Dans cette optique, si Bandoeng a condamné le colonialisme classique, il appartiendra à Alger de mettre en question deux nouveaux aspects de la mutation du colonialisme : l'ultra-colonialisme et le néo-colonialisme. L'ultra-colonialisme, c'est l'Afrique du Sud, les colonies portugaises (Angola, Mozambique, Guinée), la Rhodésie du Sud. Dans ces derniers cas, il semble bien que le poids et le jeu des U.S.A. soient de plus en plus déterminants, comme cela est remarquable au Congo-Léo.

Le Congo, témoin et martyr, où l'on peut percevoir un objectif néo-colonialiste, poursuivi jusqu'ici par des moyens proprement ultra-colonialistes. Le Congo, symbole également des contradictions des forces anti-colonialistes aux prises avec l'héritage de la colonisation et de la période pré-coloniale, aux prises avec la revendication nationale et socio-politique, aux prises avec les fantastiques problèmes de l'organisation de l'indépendance. Le Congo, en symbiose avec la situation du Sud et de l'Est africains et que l'on tend aujourd'hui de projeter vers le Nord. En effet, l'O.C.A.M., après avoir été l'U.A.M., puis l'U.A.M.C.E., accueille Tschombè. Ce qui ne surprend pas de la part de cette pléiade de pays francophones dont l'accession à l'indépendance s'imposa comme la seule réplique néo-colonialiste possible face au mouvement libérateur des peuples symbolisés par Bandoeng et où l'on retrouve, comme en maintes autres régions du tiers monde, les traces et les effets d'un conflit qui oppose les U.S.A. aux anciennes puissances coloniales et singulièrement à la France. Plusieurs de ces pays ne se rendront vraisemblablement pas à Alger (Côte

d'Ivoire, Dahomey, Haute-Volta, Niger, Sénégal, Gabon, Togo), mais il n'en demeure pas moins que le drame congolais planera sur Alger comme l'image de l'échec et comme le symbole de menaces futures.

Plus au nord, c'est le développement du monde arabe qu'il importe de cerner, en tant que dimension nouvelle depuis Bandoeng. L'indépendance du Maghreb (et tout particulièrement de l'Algérie) avec, en filigrane, une unité réalisable seulement à long terme. Le relais égyptien nous conduit au Moyen-Orient. Il convient de rappeler la nationalisation de Suez que Bandoeng a rendu possible



(Photo Keystone.)

Soekarno : après Alger, pour ou contre l'O.N.U. ?

et les multiples tentatives d'unité arabe où la démagogie voisine avec une authentique aspiration progressiste et où la revendication nationaliste côtoie la revendication socialiste non sans une certaine confusion. A l'actif, il faut cependant noter une réelle décantation des problèmes, un progrès économique et social évident qu'illustre l'accession au monde moderne du Yémen moyenâgeux, difficilement lâché par la féodalité arabe. Au cœur du Moyen-Orient, le problème d'Israël, perçu douloureusement en Europe : on doit s'interroger sur les conséquences profondes de plusieurs prises de position récentes, mais on ne saurait douter que ces préoccupations n'apparaissent au premier plan à Alger, comme elles ont d'ailleurs marqué toutes les conférences depuis Bandoeng.

## L'Asie dans la guerre

Bandoeng a souvent été décrit comme un succès de Nehru, succès qui n'était pas seulement d'ordre diplomatique, mais qui prenait quelque peu la forme d'un plaidoyer pour ce qu'on a appelé la troisième voie. L'échec de cette voie est patent et la mort de Nehru a rappelé au monde que l'Inde en était toujours au stade de la faim et de la misère. N'ayant pas tranché en faveur de moyens radicaux de développement, les dirigeants indiens se sont, par ailleurs, heurtés de plus en plus au modèle et au voisin chinois. Recul très net de l'Inde dont l'influence internationale a décliné ; stagnation de l'Indonésie confrontée à l'existence de la Fédération de Malaisie dont la condamnation ne paraît pas avoir fait l'unanimité ; évolution neutraliste du Pakistan qui joue du recul indien ; fin du « boom » japonais ; résultats incontestables du pari économique chinois, bombe atomique chinoise ; mais le problème le plus urgent de l'Asie demeure l'Indochine. Lorsque Bandoeng se tient, la conférence de Genève vient de mettre fin au conflit par une demi-victoire de Ho Chi-minh puisque aussi bien l'indépendance n'a été obtenue qu'à travers le partage (on mesure aujourd'hui le danger des solutions de compromis du type partage, fréquemment mises en place durant la période qui nous sépare de Bandoeng). Mais ici, comme en d'autres cas, la puissance américaine supplante l'ancienne métropole et désormais le conflit prendra la forme de l'ultra-colonialisme.

L'ultra-colonialisme, ce n'est pas seulement le racisme poussé jusqu'à la limite (cf. l'apartheid), ce n'est pas seulement l'exploitation colonialiste

pour quelques jours encore...  
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49 f** par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée  
Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR  
L'AGE DE RAISON - LE  
SURSIS - LA MORT DANS  
L'ÂME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la  
LIBRAIRIE PILOTE,  
30, rue de Grenelle  
Paris  
(7<sup>e</sup>)

Nom .....  
Adresse.....  
Profession.....  
T. S. 6

absolue, c'est aussi et surtout le choix d'une politique extrême, mise en application afin d'empêcher l'indépendance et ses conséquences. Ainsi, l'actuelle guerre du Vietnam est une guerre coloniale traditionnelle muée en guerre coloniale ultra. L'impérialisme et ses moyens techniques les plus achevés, opposés à une revendication d'indépendance clamée depuis vingt ans ! Nul doute qu'à Alger, le conflit du Vietnam soit perçu selon cette optique et que se dessine une sorte de front anticolonialiste dirigé prioritairement contre les U.S.A., considérés comme ennemi essentiel que ce soit au Vietnam, à Saint-Domingue ou au Congo. Pour d'autres, et notamment pour les Américains, la guerre du Vietnam c'est avant tout l'indignement contre le communisme dont le porte-parole virulent est la Chine et qui menace toute l'Asie du Sud-Est. Mais pour l'esprit de Bandoeng, devenu l'esprit d'Alger, il s'agit avant tout d'une guerre anticolonialiste, qui exige la solidarité du tiers monde, d'autant plus que cette guerre coloniale risque de devenir une guerre mondiale. Autour de ce schéma, trop peu nuancé, il est évident que de multiples contradictions demeurent, surtout quant aux moyens d'arrêter l'escalade. On peut penser

politique n'est qu'une étape sur la voie de la libération totale. La nécessité du développement économique dévoile les hypothèques néo-colonialistes américaines qui existent dans toute l'Amérique latine. De cette manière, se concrétise une prise de conscience du tiers monde, en tant qu'entité sous-développée qui doit vaincre le néo-colonialisme afin de rompre le sous-développement. Dans ces conditions, la venue à Alger d'observateurs latino-américains tranche avec le repliement relatif de Bandoeng : elle contribuera à faire d'Alger une communauté du sous-développement face au monde industrialisé, au sein duquel la Chine voudrait inclure l'U.R.S.S. Ainsi apparaissent en filigrane des lignes de clivage éventuelles qui pourront se dégager de la conférence d'Alger. En tout état de cause, les récents événements de Saint-Domingue ont rendu nécessaire la présence des observateurs d'Amérique latine (jusqu'ici, seule Cuba était présente aux manifestations afro-asiatiques) : les U.S.A. apparaissent encore comme le principal ennemi des indépendances réelles.

**Des problèmes planétaires**

A ce second Bandoeng, sera représentée la moitié de la population du globe, c'est dire le caractère des problèmes qui y seront débattus (à la fin du siècle, le tiers monde représentera les deux tiers de la population mondiale). On peut évidemment débattre de l'efficacité immédiate et profonde d'une telle rencontre qui ne saurait avoir la même valeur affective et quasi mythique qu'à Bandoeng. Après le choc initial, après ce qu'on a appelé la « décolonisation », on assiste désormais à une crise de croissance : les questions en suspens ne peuvent pas être résolues par le seul poids des mythes, aussi efficaces soient-ils. A Alger, c'est la responsabilité du tiers monde qui sera engagée, vis-à-vis de lui-même, vis-à-vis du reste de l'univers. Le procès du colonialisme, toujours actuel, doit néanmoins déboucher sur des constructions pratiques.

Certes, Alger ne pourra manquer de refléter les contradictions qui parcourent le tiers monde : comment s'en étonner, d'autant qu'il s'agit également de différences et de divergences qui renvoient aux diverses conceptions de la stratégie révolutionnaire mondiale. Le conflit sino-soviétique dont les causes sont lointaines (elles remontent à l'appréciation communiste de la révolution coloniale) et dont l'expression est souvent noyée dans un magma verbal, passionnel, proprement irrationnel, mais dont maints aspects correspondent à des différences objectives. C'est ainsi que sont apparues plusieurs tentatives révolutionnaires qui se réclament toutes du socialisme. Alger verra se différencier des réformistes alliés au néo-colonialisme, des partisans de solutions originales et distinctes pour aboutir au socialisme. On peut donc définir Alger comme la recherche de l'unité dans et par la diversité. L'unité de principe pourra être obtenue à propos de certains problèmes généraux : la paix dans le monde, la fin des dominations colonialistes encore en place, la recherche et l'approfondissement d'accords nucléaires (le comportement vis-à-vis de la bombe chinoise ne manquera pas d'être important). Les questions et les impératifs économiques occuperont une place de choix dans les débats : à ce titre, Alger est une réédition, du point de vue du tiers monde, de la conférence mondiale du Commerce de 1964 : stabilisation du coût des matières premières, diversification des échanges, nécessité de l'industrialisation, recherche d'ententes entre les pays du tiers monde, etc.

On ne manquera toutefois pas de retrouver les multiples clivages qui correspondent soit aux affinités idéologiques, soit aux multiples et diverses tentatives de regroupement : pays non alignés, O.U.A., pays arabes, Maghreb, O.C.A.M., mouvements de libération nationale non encore au pouvoir, les uns, divisés, les autres, non.

L'objectif est donc immense et si Alger ne peut prétendre tout résoudre, du moins la conférence mettra-t-elle en évidence cette immensité. Quant au mouvement ouvrier européen, il lui appartient de ne pas demeurer en spectateur et de savoir susciter les moyens d'un dialogue constructif, aussi bien pour le tiers monde que pour nous-mêmes.

Claude Glayman.

**CINÉMA**

**Une fille et des fusils**

de Claude Lelouch



Claude Lelouch n'inspire pas confiance aux producteurs. Alors, il s'en passe. Les « Scopitons », ces chansons filmées que l'on peut voir et entendre au café de la gare, en buvant un aëmi pression... tu te souviens du « Jour le plus long », avec Dalida en « marine »,... lui permettent de réaliser tous les dix-huit mois un long métrage important.

Le fric changé en pellicule, Lelouch, caméra au poing, s'en va du côté de Saint-Ouen. Il installe son quartier général dans un bistrot où viennent jouer à la belote les supporters de Jo Gonzalès. Avec Lelouch, il y a sa femme Janine Magnan et les copains de toujours, Jean-Pierre Kalfon, Jacques Portet, Amidou, Pierre Barouh. Beaucoup de bruit, on tourne.

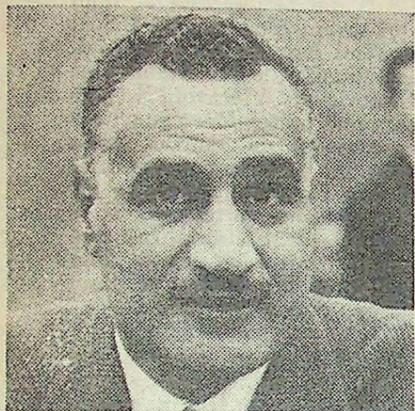
C'est l'histoire de quatre compères peut-être blousons noirs, peut-être gangsters, peut-être poètes, sûrement naïfs. Ils volent une tablette de chewing-gum, la doublure d'une ve-

dette de cinéma, assassinent trois personnes avant de s'entretenir. Un synopsis original plus un découpage original font qu'« Une fille et des fusils » remporta le Prix de la mise en scène au Festival de Mar del Plata. A titre de référence.

Claude Lelouch balade sa caméra autour des gencives, au ras du poil. Des plans effrontés, le goût du canular. On retrouve le style de Jean-Luc Godard. Toutefois les idées sont moins fouillées que dans « A bout de souffle ». Désormais, il faudra compter sur ce réalisateur, mis longtemps hors-la-loi par les censeurs gaullistes.

A force de vouloir repeindre l'arc-en-ciel et de faire chanter des hymnes anarchistes aux chorales célestes... voilà pourquoi la séquence finale d'« Une fille et des fusils » est un drôle de drame. Elle sauve la morale.

Jean-Claude Cayeux



(Photo Keystone.)

Nasser : à la recherche d'une solution au problème palestinien.

que la présence à Alger de la plupart des protagonistes du conflit et du secrétaire de l'O.N.U., sera l'occasion d'une intense activité diplomatique tendant à obtenir qu'une négociation s'amorce. Il n'est pas interdit de supposer que la Chine et le Nord-Vietnam acceptent certaines modalités dégagées par la conférence d'Alger ; alors que l'on peut douter des résultats de l'offensive diplomatique de Wilson (Paris, pour sa part, se contentera vraisemblablement d'envoyer un message d'encouragement à la conférence).

**Et l'Amérique latine : de Cuba à Saint-Domingue**

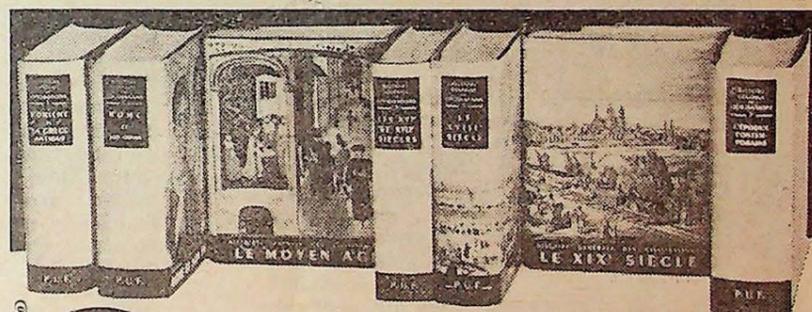
L'afro-asiatisme inauguré à Bandoeng ne recouvrait pas d'autres notions que l'indépendance politique, c'est-à-dire un anticolonialisme classique. Mais depuis lors, la victoire en 1959 de la révolution cubaine mettait en évidence les liens qui existent entre le mouvement afro-asiatique et le contexte sud-américain. En outre, la gageure cubaine était riche d'enseignements pour tout le tiers monde : radicalisation qui dépassait pour la première fois les points d'achoppement des forces de gauche en Amérique latine ; reflétant le poids révolutionnaire des forces paysannes, le socialisme s'installait dans le tiers monde, prouvant que l'indépendance

**FORMATION - JEUNES**

Pour passer d'agréables vacances, tout en parachevant votre formation politique : un camp de voile est organisé du 1<sup>er</sup> au 15 septembre, sur les bords de la Marne, avec tout l'encadrement technique nécessaire, pour une somme modique.

Le programme de formation portera sur « Les jeunes et la politique ».

Pour toute demande de renseignements, écrivez à la Commission Formation, P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris (15<sup>e</sup>).



**pour 36 F par mois** **HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS** complète en 7 volumes illustrés

La critique internationale La plus belle histoire "humaine" que nous possédions. Mercure de France. Une admirable équipe. Education Nationale. Une réalisation de grand style. Le Parisien Libéré. Un ouvrage qui fait honneur à l'édition française. Le Monde. D'une admirable vigueur scientifique. Il Giornale d'Italia. Un modèle de synthèse. American Historical Review. L'idée française que l'histoire peut être présentée à un public plus vaste que celui des érudits, sans sacrifier la méthode érudite, a rarement trouvé démonstration plus éclatante. Economic History Review. Ces sept volumes magnifiquement illustrés ne doivent manquer à aucune bibliothèque. Die Neue Gesellschaft. Die Qualität du Papier, de la typographie et de l'illustration est pleinement digne du texte. Miroir de l'Histoire. D'une utilité exceptionnelle. La Croix.

Batailles, traités, biographies royales, grandeur et décadence des Etats, forment la trame de l'Histoire traditionnelle. Mais combien plus passionnante est l'Histoire de l'Homme : décor de la vie quotidienne, progrès des techniques, évolution des idées, des mœurs et des rapports sociaux. Tel est l'objet de l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS, publiée par les célèbres PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, groupant pour cette gigantesque synthèse, sous la direction de l'inspecteur Général Maurice Crouzet, les maîtres les plus éminents de la Sorbonne. Embrassant toutes les sociétés, toutes les époques, cette grande œuvre a la valeur scientifique des meilleures Histoires universelles, mais infiniment plus d'attrait et indispensable aux professeurs et aux étudiants, elle offre à tous les publics une lecture facile et passionnante. Cet attrait est encore accru par une illustration merveilleusement vivante qui ressuscite à nos yeux le passé (336 planches hors-texte 200 cartes et plans) et par une présentation digne des plus belles bibliothèques : chaque volume 18,5 x 23,5 cm de 600 à 820 pages imprimé sur alfa, est relié pleine toile, fers spéciaux 2 tons sous jaquette en couleurs laquée.

La collection complète des 7 volumes, est offerte par la librairie PILOTE aux conditions exceptionnelles suivantes : 12 mensualités de -36 F ou 3 versements de 135 F ou 390 F comptant. Elle est expédiée franco de port et d'emballage avec droit de retour. Vous pouvez ainsi recevoir les volumes pour examen et si vous êtes déçu, les renvoyer dans les cinq jours dans leur emballage d'origine. Certains tomes étant en voie d'épuisement postez donc dès aujourd'hui le bon ci-dessous pour ne pas manquer cette occasion d'embellir votre bibliothèque de cette œuvre magistrale.

**BON** à adresser à la Librairie PILOTE 22, rue de Grenelle PARIS 7<sup>e</sup>  
 Veuillez m'adresser pour examen l'HISTOIRE GÉNÉRALE DES CIVILISATIONS. Si je ne vous renvoie pas dans les 5 jours les 7 volumes dans leur emballage d'origine, je vous réglerai  390 F comptant  en 3 mensualités de 135 F  en 12 mensualités de 36 F.  
 Nom..... Profession.....  
 Adresse.....  
 N° de C.C.P. ou bancaire..... Signature.....

# LA POLITIQUE EXTERIEURE DU GAULLISME : UNE HYPOCRISIE

La politique étrangère de la France, c'est-à-dire de de Gaulle, continue à soulever un nombre incroyable d'équivoques, et le débat à l'Assemblée nationale des 17 et 18 juin, la visite du général à Bonn, la visite du vice-président Humphrey à Paris, les événements d'Alger et ceux de Saigon, ainsi que la discussion de Bruxelles sur le Conseil unique et la Commission unique des Communautés européennes ne font qu'en montrer la confusion, souvent le bluff, et en tout cas le caractère à la fois improvisé, incertain et sans perspectives.

Les axes de la politique internationale de de Gaulle sont clairs : la France (c'est-à-dire les intérêts qui la dominent) doit faire une politique indépendante ; c'est ce qui l'amène à préconiser une Europe « européenne », indépendante, et par conséquent à négocier de tous côtés selon son intérêt propre, sans préjugés aucuns. Mais l'indépendance ne veut pas dire neutralité. Au contraire, c'est par son intervention dans les affaires mondiales que le général veut prouver son indépendance. Et pour que cette intervention soit efficace, il faut que la France dispose d'abord d'une armée moderne capable de jouer un rôle propre (dissuasion due à la force de frappe), et d'une économie forte capable d'en imposer en Europe et dans le monde. Tout le reste découle de là. La France, c'est une patrie, bien inaliénable : l'Europe ne peut donc être qu'une Europe des patries, « de l'Atlantique à l'Oural » si possible. L'indépendance, c'est la possibilité de prendre seul des décisions stratégiques : d'où les accords à l'O.T.A.N., l'autonomie de commandement des forces militaires. L'intervention, c'est l'arbitrage, les bons offices, le soutien du « tiers monde » en effervescence ; d'où la « réprobation » de la guerre au Vietnam, la condamnation de l'intervention américaine à Saint-Domingue, l'appui aux pays indépendants de l'Afrique francophone...

Tout cela, c'est la théorie. C'est aussi la propagande. Et c'est l'essentiel de la campagne du général pour les élections présidentielles, en sa faveur ou en celle de son dauphin. Et il n'est pas niable que cette propagande produit ses effets. Il y a en France beaucoup de gens qui depuis la fin de la guerre d'Algérie sont « cartérisés », ne veulent plus d'aventures extérieures, et sont prêts à créditer de Gaulle de tous ses gestes en faveur d'une « détente », où que ce soit et quels qu'en soient les moyens.

Bien des travailleurs qui protestent contre la politique intérieure du régime, contre la politique économique du grand capitalisme menée par Giscard d'Estaing, restent incertains devant sa politique extérieure, qui paraît quelquefois « pacifiste » ou « neutraliste ». Certains militants, notamment au parti communiste, ne craignent même pas d'approuver cette politique, au moins sur de nombreux points, quoique F. Billoux ait employé lors du débat à l'Assemblée nationale une formule plus prudente en parlant de « prendre acte des dispositions réalistes qu'il vous arrive de prendre ». Il ajoutait aussi que « c'est même le meilleur moyen d'en montrer les limites ».

A vrai dire, la politique internationale de de Gaulle n'est pas seulement une politique dont le caractère favorable serait « limité ». Croire que de Gaulle est seu-

lement un timide, un homme qui n'ose pas ou ne peut pas aller aussi loin qu'il le faudrait — dans l'intérêt de la paix et de l'indépendance — c'est se leurrer. Et c'est ne pas comprendre que sa politique est solidaire dans toutes ses parties, et dans ce qu'elle cache plus encore que dans ce qu'elle exalte.

Nous ne répéterons jamais assez que la politique militaire du gaullisme est la clé de sa politique tout court. Reconnaître la Chine, ou réprocher la guerre du Vietnam ne coûte rien à la politique de grandeur militaire de de Gaulle : il s'agit de régions où l'armée française a perdu une partie historique. De plus, cela peut permettre des courants d'échanges commerciaux fructueux. Mais ce « neutralisme » cache autre chose : la crainte de voir un jour contestées les possessions françaises du Pacifique. Car de Gaulle qui ne veut pas que la France entre dans les querelles asiatiques, est prêt à défendre le polygone atomique du Pacifique ! Il est contre l'intervention à Saint-Domingue, mais pour la mainmise française sur la Nouvelle-Calédonie, Tahiti, et sur la Martinique et la Guadeloupe qui sont aussi dans les Caraïbes...

De Gaulle est aussi pour la politique d'émancipation de l'Amérique Latine, mais il in-plante en Guyane une industrie des fusées. Il est pour l'indépendance de tous les États africains, mais ne laissera pas toucher à la Côte-des-Somalis, relais vers le Pacifique. En somme, il est pour l'indépendance partout où l'impérialisme français a été battu, et contre là où il est encore le maître. Ce n'est pas une question de limite, mais d'occasion, dans le cadre d'une « mission » que le gaullisme prétend avoir encore dans le monde, à l'ancienne manière. Peut-on être plus hypocrite ? Qui ne se souvient du « châtiment » de Bizerte ? Qui ne comprend à quoi doit servir la « force d'intervention » ? Tout cela ne mérite pas les éloges que de Gaulle se décerne à lui-même et que la radio et une bonne partie de la presse, même de gauche, compte à son actif.

De fait, la politique gaulliste dans ce domaine est celle des intérêts qui la soutiennent. Le capitalisme et l'impérialisme — comme l'exemple des États-Unis le prouve — n'ont plus besoin de posséder des territoires coloniaux pour tirer profit de leurs relations avec le « tiers monde ». Bien entendu, cela implique parfois des compromis dont les États sous-développés savent profiter eux aussi. Mais ce n'est pas une raison pour approuver une politique purement intéressée, à laquelle nous devons opposer ce qui serait une coopération authentique entre socialistes.

Dans le domaine atlantique, la politique gaulliste porte les mêmes caractères d'hypocrisie et d'ambiguïté. De Gaulle brocarde les U.S.A., dans la mesure même où il est impuissant à leur imposer une autre politique. Nous le répétons : l'indépendance gaulliste ne vise nullement à rompre le traité de l'O.T.A.N., elle vise seulement à articuler autrement la haute direction militaire de l'alliance, en donnant à la France de plus grandes responsabilités. Ce n'est pas retirer la France de l'O.T.A.N. que veut de Gaulle, c'est donner à la France plus de poids dans l'O.T.A.N., c'est-à-dire juste le contraire. Pour y arriver, il multiplie les crises de mauvaise humeur, il accuse

l'Allemagne Fédérale de ne pas le suivre dans cette voie (au bout de laquelle, soulignons-le, il y aurait aussi une participation allemande plus forte à l'O.T.A.N.), il se proclame neutraliste au Vietnam. Mais en pratique, tout cela se résume par beaucoup de paroles, et guère d'actes. Comment en serait-il autrement ?

C'est de Gaulle qui gouverne, mais au nom de qui ? D'une bourgeoisie et d'un capitalisme qui savent bien que les U.S.A. restent aujourd'hui leur garant principal. De Gaulle demandait que les Américains cessent d'intervenir au Vietnam, il prétendait soutenir une prétendue « gauche » dans le gouvernement de Saigon, mais maintenant que les généraux y ont pris le pouvoir et que l'armée américaine s'y établit de plus en plus fortement, il a déclaré au vice-président Humphrey que la négociation pourrait bien avoir lieu entre Washington et Hanoï sur la base d'un cessez-le-feu, l'arme au pied !

Quant à l'Europe, cette Europe des patries qui soit en même temps une « Europe européenne », de Gaulle y continue un jeu de bascule qui irrite le M.R.P. et la S.F.I.O., mais qui n'offre aucune perspective, et que les vrais socialistes repoussent sous tous ses aspects. Quand il accepte certaines formes — économiques — de l'intégration, c'est parce que le capitalisme d'aujourd'hui ne peut plus s'en passer, s'il veut survivre sur le marché mondial. Quand il en repousse les aspects politiques — la « supranationalité » — c'est parce qu'il veut une France dirigeante dans une association économique. Les travailleurs européens, de plus en plus associés eux aussi par le développement même du capitalisme, ne peuvent pas plus le soutenir sur ce point que sur les autres.

Aux palinodies européennes de de Gaulle, ils opposeront une solidarité de classe contre le capitalisme européen.

Développer une force atomique qui ruine le pays, conserver des bases coloniales sous des formes nouvelles, entretenir le chauvinisme, voilà ce qui se cache derrière la politique extérieure « de paix » du gaullisme. Sans doute, de Gaulle mène ce jeu avec beaucoup de brio, et d'autant plus qu'il le mène dans le secret de ses intentions. Mais de temps en temps, les événements montrent le sens véritable de ce qu'il fait : qui sait, par exemple, le rôle qu'ont joué les « négociations » sur le pétrole algérien et les flatteries envers Ben Bella dans le coup d'État qui l'a abattu ?

Quel est le candidat à la présidence de la République qui osera arracher le masque ? Ce n'est pas en mendiant la protection américaine, comme on le fait à droite et au centre, qu'on pourra le faire. Ce n'est pas non plus en s'alignant sur les diplomates assez embarrassés de l'U.R.S.S., sans parler de la Chine. C'est en montrant la solidarité d'une action socialiste pour le renversement du régime gaulliste à l'intérieur, et d'une action de défense contre le capitalisme international à l'extérieur. Les événements actuels dans le monde doivent donner à un candidat de l'unité socialiste la possibilité de faire la preuve qu'une autre politique internationale est possible. Mais pour y parvenir, il faut d'abord faire la clarté sur les hypocrisies de la politique « mondiale » du général.

Pierre Naville.